



MAPA en application des articles L2123 et
R2123-1 à R2123-7 du Code de la
Commande Publique

CCAG de référence : CCAG-Travaux du 30
mars 2021

CCAP

**Travaux d'aménagement et de construction des structures bois pour
l'aménagement du sentier Amadou à Papaïchton en Guyane**

Marché n° 2024_007 - R

Acheteur : Parc amazonien de Guyane

1, rue de la canne à sucre
973 54 Rémire-Montjoly
Téléphone : 0594 29 12 52
Télécopie : 0594 29 26 58

Article 1- OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 – Allotissement.....	4
1.3 – Forme du marché	4
1.4 – Durée du marché	4
1.5 – Reconduction	4
1.6 – Lieu d'exécution	4
1.7 – Prestations similaires.....	4
1.8 - Sous-traitant en cours de marché	4
1.9 – Forme des notifications.....	4
1.10 – Langue.....	5
1.11 – Clauses sociales et environnementales.....	5
1.11.1 – Clauses sociales.....	5
1.11.2 – Clauses environnementales	5
Article 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES.....	5
Article 3 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DES TRAVAUX	5
3.1 - Représentation des parties	5
3.1.1 – Représentation du maître d’ouvrage	5
3.1.2 – Représentation du titulaire et obligation d’information relatives au titulaire	5
3.1.2.1 – Représentation du titulaire	5
3.1.2.2 – Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire	6
3.2 – Conditions d'exécution	6
3.3 – Obligations du titulaire.....	6
3.3.1 – Obligation de conseil	6
3.3.2 – Obligation d’information	6
3.3.3 – Obligation de confidentialité.....	6
3.3.4 – Mesures de sécurité.....	6
3.3.5 – Responsabilités et assurances.....	6
3.3.5.1 - Responsabilités	6
3.3.5.2 – Assurances.....	6
3.3.5.3 – Assurances de responsabilité civile décennale.....	7
3.3.5.4 – Dispositions communes	7
3.4 - Délais d’exécution	7
3.5 – Clause de réexamen	7
3.6 – Pilotage des travaux	7
3.7 – Essais, contrôles et réception des travaux.....	8
3.7.1 – Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves.....	8
3.7.2 – Essais et contrôles des ouvrages en cours des travaux.....	8
3.7.3 - Réception	8
3.7.4 – Réceptions partielles	8
3.8 – Documents fournis après exécution	8
3.9 - Garanties	8
3.10 - Pénalités.....	8
3.10.1 – Pénalités liées à l'exécution des prestations	9
3.10.2 – Pénalités liées aux obligations administratives.....	9
Article 4 – RÉGIME FINANCIER	10
4.1 – Forme et contenu des prix.....	10
4.2 – Monnaie et TVA.....	10

4.3 – Variation des prix	10
4.4 – Modalités financières	10
4.4.1 – Modalités de transmission des pièces de paiement.....	10
4.4.2 – Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires	10
4.4.3 – Modalités particulières de paiement	10
4.4.4 – Retenue de garantie.....	10
4.4.5 – Avances	11
4.4.6 – Cession ou nantissement	11
Article 5 - RÉSILIATION.....	11
5.1 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
5.2 - Autres motifs de résiliation.....	12
Article 6 - LITIGES ET CONTENTIEUX	12
6.1 - Différends	12
6.2 - Litiges et contentieux.....	12
Article 7 - DÉROGATIONS AU CCAG.....	13

Article 1- OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du marché

Le marché a pour objet les travaux d'aménagement et de construction des structures bois pour l'aménagement du sentier Amadou à Papaïchton en Guyane.

1.2 – Allotissement

Au regard de l'article L.2113-11 du Code de la Commande Publique (CCP), le maître d'ouvrage décide de ne pas allouer le présent marché compte tenu :

- qu'il n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination ;
- que la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.3 – Forme du marché

Le marché est mono-attributaire.

La procédure de passation pour cette consultation est la procédure adaptée selon les dispositions des articles L. 2123-1 et R.2123-1 du CCP.

1.4 – Durée du marché

Le délai de réalisation des travaux est fixé à 06 mois maximum à compter de la date de notification du marché.

1.5 – Reconductio

Le marché n'est pas reconductible.

1.6 – Lieu d'exécution

Les travaux s'exécutent à Papaïchton en Guyane Française.

1.7 – Prestations similaires

Le Maître de l'ouvrage pourra négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application de l'article R.2122-7 du CCP, pour un montant de 50 000 € HT.

1.8 - Sous-traitant en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial de sous-traitance. Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 3.3.5.3 ci-après.

Il est interdit au titulaire de sous-traiter des travaux sans l'acceptation préalable du sous-traitant et sans l'agrément de ses conditions de paiement par le Maître d'ouvrage, sous peine de résiliation du marché du présent marché aux torts et griefs du titulaire conformément à l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

La sous-traitance indirecte est admise. Un sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu du Maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant indirect et l'agrément de ses conditions de paiement. Les dispositions de l'article 3.6.2 du CCAG-Travaux sont applicables.

1.9 – Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, celles relatives à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses « mails » indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire), soit par échanges de courriels, soit via la messagerie de la plateforme de dématérialisation PLACE.

1.10 – Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

1.11 – Clauses sociales et environnementales

1.11.1 – Clauses sociales

Le présent marché intègre les clauses sociales d'insertion, conformément à l'article 20.1 du CCAG Travaux.

Le public éligible est indiqué à l'article 20.1.1 du CCAG Travaux.

Le nombre d'heure minimum à réaliser est de **150 heures** sur l'ensemble du chantier.

Le titulaire devra spécifier, dans son offre, les modalités de mise en application de cette clause.

1.11.2 – Clauses environnementales

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants s'engagent à respecter strictement la réglementation en vigueur concernant la gestion, l'évacuation et la prise en charge finale des déchets.

Article 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- ✓ l'acte d'engagement et ses annexes (DPGF) ;
- ✓ le cahier des clauses techniques particulières ;
- ✓ le présent CCAP et ses annexes éventuelles ;
- ✓ le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- ✓ l'offre technique et financière du titulaire
- ✓ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Article 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

3.1 - Représentation des parties

3.1.1 – Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par les services ci-après :

- Suivi du chantier, conduite d'opération
 - Parc Amazonien, Service Développement Durable
 - Mme Chanese Hassaine-Teston - chanese.hassaine-teston@guyane-parcnational.fr
- Suivi administratif du marché
 - Parc Amazonien, Cellule Logistique, Achats et Constructions
 - M. Tomoya TONNELIER – tomoya.tonnellier@guyane-parcnational.fr

3.1.2 – Représentation du titulaire et obligation d'information relatives au titulaire

3.1.2.1 – Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteur

désigné.

3.1.2.2 – Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

L'article 3.4.2 du CCAG de référence s'applique.

3.2 – Conditions d'exécution

Les travaux seront exécutés conformément au CCTP.

Les travaux ne pourront commencer qu'une fois le certificat de non opposition à l'installation sera délivré par la mairie au maître d'ouvrage. Le présent marché sera notifié sous condition suspensive d'obtention, par l'acheteur, de ce certificat de non opposition.

3.3 – Obligations du titulaire

3.3.1 – Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements ou dangers potentiels au titre de ses prestations. Il est tenu de se comporter avec loyauté vis-à-vis de la personne publique et s'oblige à faire preuve du soin et de la diligence appropriée dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du marché, conformément aux règles de l'art de la profession.

Ce devoir de conseil est formel et fondé par la production d'un rapport qui décrit les risques et les menaces et propose des actions correctives pour y remédier.

Le titulaire est également le garant du suivi de l'évolution réglementaire et technique. Il propose au Pouvoir adjudicateur les évolutions nécessaires au présent marché pour le respect des contraintes réglementaires.

3.3.2 – Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

3.3.3 – Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu de maintenir pour confidentiel toute communication de renseignements, documents ou objets quelconques, reçue à titre confidentiel, à l'occasion de l'exécution du marché. Ces informations, données à caractère personnel ou relatives aux mesures de sécurité des sites, ne peuvent, sans autorisation du Pouvoir Adjudicateur, être communiquées à d'autres personnes étrangères à l'exécution du marché.

Ces obligations de discrétion s'appliquent pendant et après l'exécution du marché. L'entreprise s'engage à faire respecter une telle obligation à son personnel et à ses sous-traitants.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

3.3.4 – Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations.

3.3.5 – Responsabilités et assurances

3.3.5.1 - Responsabilités

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les travaux devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

3.3.5.2 – Assurances

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur les existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties

anciennes du fait des travaux entrepris.

3.3.5.3 – Assurances de responsabilité civile décennale

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

L'entreprise titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances et émanant de sa société d'assurances.

L'entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

3.3.5.4 – Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, l'attributaire du marché aura fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution du marché, le titulaire adresse ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire justifie, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses soustraitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

3.4 - Délais d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à 6 mois, y compris phase de préparation, à compter de la date de notification du marché au titulaire

3.5 – Clause de réexamen

Des modifications peuvent être apportées au présent marché par voie d'avenant, dans le respect de la réglementation applicable en matière de marchés publics.

3.6 – Pilotage des travaux

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant du Maître de l'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le titulaire. Compte tenu de l'éloignement du chantier, des réunions téléphonique / visio sont possibles.

3.7 – Essais, contrôles et réception des travaux

3.7.1 – Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les stipulations du CCAG de références s'appliquent.

3.7.2 – Essais et contrôles des ouvrages en cours des travaux

Les stipulations de l'article 24.4 du CCAG Travaux sont applicables. Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à sa charge si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

3.7.3 - Réception

Les dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux sont applicables.

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG-Travaux, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le Maître d'ouvrage dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, 60 jours calendaires après la date de réception des travaux.

Dans le cas où les travaux de levée de réserves ne seraient pas exécutés dans le délai prescrit, le Maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure préalable.

3.7.4 – Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3.8 – Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance.

Les documents devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG de travaux sauf stipulations contraires au CCTP ou décision modificative notifiée au Titulaire.

Dans tous les cas, le Titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

3.9 - Garanties

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. Il est tenu d'assurer les garanties de parfait achèvement biennale et décennale.

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du Code Civil.

3.10 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG de référence, l'ensemble des pénalités sont dues quel que soit le montant, et ce, dès le premier euro.

3.10.1 – Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG de référence, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG de référence, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des travaux, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités d'un montant forfaitaire de **50,00€** par jour de retard.

Pénalités de retard dans la remise en état des lieux

À la fin des travaux, dans le délai de 5 jours comptés à partir de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG de référence, sans préjudice d'une pénalité journalière de 50,00 €.

3.10.2 – Pénalités liées aux obligations administratives

Pénalités pour travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique rompt le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire et lui impose une pénalité de 50% du montant des prestations déjà réalisées. Cette somme est plafonnée au montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

Retard dans la transmission de documents relevant du Code du travail

En cas de retard dans la production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, sous un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, le titulaire encourt une pénalité de 50,00 € par jour jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché.

En cas de retard dans la production de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail, sous un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, le titulaire s'expose à une pénalité de 50,00 € par jour jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché.

Retard dans la transmission d'informations relatives à la société du titulaire

En cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales ou à l'adresse du titulaire, sans communication de ces informations au pouvoir adjudicateur dans les 45 jours à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de 50,00 € par jour jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché.

Absence de transmission justifiant de la régularité d'un détachement de salarié

En cas d'absence de production ou de production tardive des pièces justifiant de la régularité du détachement du salarié, il sera appliqué une pénalité de 50,00 € par jour de retard à compter de la date effective du détachement.

Retard dans la remise des documents à fournir après exécution

En cas de retard du titulaire dans la remise des documents conformes à l'exécution, dans les conditions fixées à l'article 40 du CCAG de référence, le titulaire encourt une pénalité de 50,00€ par jour de retard. Les pénalités sont applicables à compter du 16^{ème} jour suivant la mise en demeure du titulaire restée sans effet.

Absence à une convocation du maître d'ouvrage

En cas d'absence à un rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50,00 €.

Un retard de plus d'une demi-heure est considéré comme une absence. Est considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

Article 4 – RÉGIME FINANCIER

4.1 – Forme et contenu des prix

Le marché public est conclu à prix forfaitaire.

Le prix forfaitaire sera détaillé par le soumissionnaire dans son offre financière.

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9 du CCAG-Travaux.

4.2 – Monnaie et TVA

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro (€).

Conformément à l'article 294 du Code Général des Impôts, le département de la Guyane est provisoirement exonéré de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

4.3 – Variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

4.4 – Modalités financières

4.4.1 – Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée. Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État. La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Les modalités de dépôt (notamment transmission du code service) seront explicitées à l'issue de la notification du marché .

4.4.2 – Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par l'Administration dès lors que la facture a été bien présentée, et après admission des fournitures. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle l'admission des prestations est réputée acquise. À défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de deux (2) jours qui est retenue.

En cas de retard des sommes dues à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il en fasse la demande, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 et suivants. Le montant de l'indemnité forfaitaire est de 40 euros.

4.4.3 – Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le Maître d'ouvrage, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

4.4.4 – Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché.

En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la

garantie de substitution.

4.4.5 – Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à : 20 % du montant initial TTC du marché.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

En application des articles R2191-11, R2191-12 et R2191-14 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliquée est supérieur ou égal à 20%, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50%.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les co-traitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque co-traitant.

4.4.6 – Cession ou nantissement

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues à l'article L.2191-8 du CCP.

Le maître d'ouvrage remet, sur demande du titulaire une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Article 5 - RÉSILIATION

5.1 - Redressement ou liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Maître d'ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le Maître d'ouvrage adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur en application de l'article L.622-13 du Code de Commerce.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de la réception de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant d'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois évoqué ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

5.2 - Autres motifs de résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le Maître d'ouvrage des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption, la justification de son enregistrement légal et la transmission des attestations, polices d'assurances et garanties notamment financières que le cessionnaire respectera toutes les obligations du présent marché.

A défaut, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché aux frais et risques du titulaire en application de l'article 50.3.1.h du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux :

- - L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du Maître d'ouvrage, aux frais et risques du déclarant.
- - Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le Maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la Commande Publique.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 50.1.2 du présent CCAG de référence.

Dans le cas de la résiliation du marché pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire est réputé disposer d'un délai d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1.9.6 du présent CCAP.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non - respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

Les opérations de liquidation du marché à la suite de la résiliation du marché sont régies par les clauses du CCAG-Travaux.

Après la notification du marché, le Maître d'ouvrage peut prononcer l'abandon du projet en raison de la non délivrance du certificat de non-opposition délivré par la mairie ou de toute autre autorisation d'urbanisme exigé pour la réalisation des travaux. Dans ce cas, le commencement de l'exécution des prestations ne peut donc donner lieu à l'établissement d'un ordre de service. La résiliation du marché n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité, par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

Article 6 - LITIGES ET CONTENTIEUX

6.1 - Différends

Les dispositions de l'article 55 du CCAG-Travaux s'appliquent. L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou de l'exécution des prestations.

Les deux parties peuvent recourir aux Comités consultatifs de règlement amiable des différends ou saisir le médiateur des entreprises conformément aux articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la Commande Publique

6.2 - Litiges et contentieux

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Cayenne, situé à l'adresse suivante :

7, rue Victor Schoelcher
B.P 5030
97305 CAYENNE CEDEX

Tél : 0594 25 49 70
Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr
<http://guyane.tribunal-administratif.fr>

Article 7 - DÉROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé au cahier des clauses administratives générales pour les articles suivants :

Clauses	Articles du présent CCAP qui dérogent au CCAG-MOE	Articles du CCAG-MOE concernés
Réception	3.7.3	41.1.6
Pénalités	3.10	19.2.1
Pénalités liées à l'exécution des prestations	3.10.1	19.2.2 à 19.2.4
Autres motifs de résiliation	5.2	50.3.1
	5.2	50.4